

# Les perles des Jéco 2017

 [blogs.mediapart.fr/sylvain-bermond/blog/251117/les-perles-des-jeco-2017](https://blogs.mediapart.fr/sylvain-bermond/blog/251117/les-perles-des-jeco-2017)

En début de mois se tenaient les [Journées de l'Économie](#), évènement grand public organisé par l'Université de Lyon grâce au mécénat d'une dizaine de grandes entreprises : la Caisse d'Épargne, le groupe Edmond de Rothschild, HSBC, Apicil, Engie,... Cette dixième édition des "Jéco" s'étalait sur trois jours et offrait la possibilité d'assister à de nombreuses conférences sur des thèmes aussi divers que "Fallait-il faire l'euro ?", "Comment accélérer la transition énergétique ?" ou encore "L'économie du cannabis".

C'était pour moi l'occasion d'aller m'installer dans des amphithéâtres cossus pour entendre discourir une sélection d'économistes bien en vue : des professeurs à Harvard, à Sciences Po et au Collège de France, un conseiller du Premier ministre et même le gouverneur de la Banque de France. En me plongeant dans le bain de la pensée économique dominante, j'espérais en tirer des enseignements mais aussi apprendre à mieux cerner les angles morts et les aveuglements de ceux qui prodiguent leurs conseils à nos gouvernants.

Il serait injuste de ne pas saluer les qualités, indéniables, que présente cet évènement. D'abord la transparence. Au sujet des financeurs, d'une part (même si les montants engagés ne sont pas indiqués), mais également au sujet des intervenants : au début de chaque conférence les modérateurs prirent soin de préciser, par exemple, que [Jean Pisany-Ferry](#) a été le [coordinateur](#) du programme présidentiel d'Emmanuel Macron. Le programme papier, quant à lui, mentionne entre autres le fait que [Patrick Artus](#) soit membre du conseil d'administration de l'entreprise Total.

Ainsi le public sait de quelle place parlent les intervenants, et peut se montrer attentif au fait que chacun aura tendance à orienter son discours pour défendre ses propres intérêts : difficile, en effet, de parler objectivement du changement climatique quand on est employé par un géant de [l'industrie pétrolière](#). Comme point positif on peut également apprécier que, dans cet évènement, les modérateurs aient choisi de laisser la place à des questions qui mettaient en cause la sélection des intervenants, ainsi qu'à des membres du public qui prenaient la parole de manière inopinée pour critiquer ce qui venait d'être dit sur l'estrade.

Ces remarques faites, nous pouvons maintenant tourner notre attention vers quelques déclarations surprenantes qui ont émaillé le cours des conférences : des absurdités, assénées à un auditoire attentif composé en grande partie de jeunes étudiants. Des absurdités qui soutiennent une conception du monde et de la société favorable aux intérêts en place. Des absurdités prononcées par des spécialistes jouissant d'une grande autorité intellectuelle, et qui seraient simplement drôles ou pathétiques si elles ne risquaient pas – faute de critique – de conforter la légitimité des hiérarchies sociales existantes. Et de décourager ceux qui perçoivent intimement que, non, le monde n'est pas bien tel qu'il est.

Le premier à sévir fut [Philippe Aghion](#), ancien conseiller économique de François Hollande puis [soutien](#) d'Emmanuel Macron pendant la campagne présidentielle. Il participe à la table-ronde introductive des Jéco 2017 : l'homme parle vite, et enchaîne les révélations sans laisser à son auditoire le temps de respirer – et encore moins le temps d'exercer son esprit critique. Et le voilà qui nous bombarde que, contrairement à ce que l'on pourrait penser, l'explosion des hauts revenus n'est pas un problème. La preuve ? Elle apparaît devant nos yeux, dans un [graphique](#) qui comporte deux courbes : la première monte avec le temps et représente la part des richesses captée aux États-Unis par les 1 % de gens les plus fortunés. La seconde, qui monte aussi, représente le nombre de brevets déposés chaque année. Conclusion : plus les riches sont riches, plus la science avance !

Dormez tranquilles braves gens, le bonheur des riches fait le bonheur de tous ? Malgré son message rassurant, malgré son aplomb, les questions se bousculent dans ma tête : cette augmentation du nombre de brevets bénéficie-t-elle à la croissance ? [1] M. Aghion a-t-il pris en compte le fait que de plus en plus de brevets sont déposés suite à des avancées technologiques peu significatives, ou même dans le but de [bloquer les concurrents](#) ? Les pays les plus égalitaires (comme le Danemark, la Norvège ou la Finlande) sont-ils moins innovants ? Bref, ne prend-il pas pour une relation de cause à effet ce qui ne serait qu'une simple corrélation ?

[2] Peu importe. Ce matin, Philippe Aghion ne prend pas le temps d'argumenter : il affirme. Et, dans la salle, les stylos s'agitent sur les blocs-notes pour consigner les mots du professeur.

Vient ensuite Jean Pisanny-Ferry, qui exprime son point de vue sur la crise économique actuelle : le coût de la crise s'est avéré très élevé, mais la réponse des autorités était appropriée et a permis de contenir les dégâts. Le vrai problème, c'est la perception de cette crise par l'opinion publique : il se désole que, par incompréhension, par manque de pédagogie, cette récession ait contribué à discréditer le capitalisme occidental et l'ensemble de la classe dirigeante. "On a fait une grosse erreur, on n'a pas dit qui était coupable." Et il ne le dira pas non plus aujourd'hui.

Le thème de la crise reviendra plus tard dans cette conférence, quand les questions posées par le public seront soumises aux intervenants. C'est que le naufrage du capitalisme financier, et toutes ses conséquences, ont entraîné le besoin d'obtenir des réponses. Ainsi la reine d'Angleterre, fin 2008, ouvrait la voie en interpellant un parterre d'économistes au sujet de la crise financière : "Comment se fait-il que personne ne l'ait prévue ?" On imagine aisément l'embarras de ces éminents intellectuels, dont la plupart restaient aveuglément optimistes sur la stabilité du système jusqu'au moment où celui-ci s'est enfin effondré.

Des années après, on retrouve cet embarras dans l'amphithéâtre de la Bourse du Travail lorsque les intervenants se consultent du regard pour savoir qui va répondre au public sur ce sujet brûlant. C'est finalement [Emmanuel Farhi](#), bon gré mal gré, qui consent à tenter l'exercice. M. Farhi, meilleur jeune économiste de France, ingénieur du Corps des Mines et professeur à Harvard, s'engueule dans ses explications. En bref, les crises financières sont comme des épidémies et il n'est pas vraiment possible de les prévoir.

La réponse prête à rire : s'il est impossible d'évaluer la fragilité ou la solidité du système financier, pourquoi les experts du monde entier nous ont-ils bercés d'analyses rassurantes pendant les années qui précédaient la crise ? Pourquoi ont-ils légitimé, par leurs travaux universitaires, la dérégulation bancaire et la croyance excessive en l'efficacité des marchés financiers ? Mais si Emmanuel Farhi ne peut pas nous fournir de réponse pertinente lors de cette conférence, c'est que l'enjeu de la question est bien trop élevé : avec la crise c'est toute une profession – [les économistes](#) – portée aux nues depuis des décennies et érigée en oracle du monde politique, qui se trouve ébranlée.

Alors s'ils doivent répondre aux questions sur la crise, les membres de cette corporation prennent bien soin de ne pas mettre en cause l'autorité intellectuelle qu'il leur reste. Ils prennent soin de ne pas critiquer les prises de position de leurs collègues et de ne pas déconstruire les idéologies qu'ils ont eux-mêmes abondamment véhiculées. Plus prosaïquement, ils prennent également soin de ne pas basculer dans un discours qui nuirait au monde de la finance, un monde qui les emploie parfois et sait se montrer généreux avec ceux qui servent ses intérêts.

Une autre question du public porte sur l'absence d'économistes [hétérodoxes](#) au sein du panel d'intervenants : pourquoi semble-t-il que tous les spécialistes présents sur l'estrade soient issus du même moule ? C'est Philippe Aghion qui prend l'initiative de répondre en confirmant la nécessité d'un dialogue entre chercheurs issus de courants différents, mais en indiquant son refus de donner de la place à des économistes que pêcheraient par manque de rigueur intellectuelle et par un rapport trop confus à la réalité. Un comble, pour celui qui une heure avant nous exposait ses conclusions fantaisistes sur les rapports entre inégalités et innovation !

Nous voilà en clôture de la conférence d'introduction, et un phénomène étrange se produit : les intervenants mettent de côté leurs divergences (si minces soient-elles) et se mettent à rappeler, en cœur, la nécessité pour la France de faire des "réformes structurelles". La modératrice leur demande, en vain, de préciser ce que cela signifie. Tout ce qu'on aura compris sur les "réformes structurelles", c'est que c'est essentiel et qu'il faut du courage pour les réaliser. Un programme peu engageant, si l'on considère l'histoire des quarante dernières années : les réformes structurelles préconisées par le FMI, la Commission Européenne et la Banque Mondiale ont toujours consisté à couper dans les dépenses publiques et à déréglementer le droit du travail.

A noter que dans tous ces échanges savants sur la croissance et l'emploi, les mots "chômage" et "précarité"

n'auront pas été prononcés [3], comme des tabous qui rendraient peut-être l'économie un peu trop réelle, et les problèmes posés un peu moins théoriques. C'est que dans un monde de "winners", parmi les hauts fonctionnaires et les fractions dirigeantes du secteur privé où on loue les carrières dynamiques et la prise de risque, une préoccupation telle que la stabilité professionnelle paraît bien accessoire. Cette conception sera abondamment exprimée dans une des conférences du lendemain, intitulée "Dans le cerveau d'un chercheur d'emploi".

Au cours de cette dernière, Valérie Leyldé (vice-présidente ressources humaines chez Meyrieux Nutrisciences), explique l'importance de "ne pas laisser les salariés dans une situation de confort". Une responsabilité de l'employeur, assure-t-elle, pour "favoriser l'employabilité des salariés" en les maintenant dans un processus d'apprentissage exigeant. Garder les travailleurs sur le qui-vive, c'est les tenir prêts pour une future recherche d'emploi. A ceux que l'idée pourrait heurter, elle répète en l'envi : "*Ce n'est pas un tabou !*" et se félicite de contribuer ainsi à la lutte contre le chômage.

André Zylberberg, directeur de recherche émérite au CNRS, avait démarré cette conférence en dénonçant un manque de sanctions effectives contre les chômeurs qui refusent des offres d'emploi. Puis Marie-Claire Villeval, vice-présidente du comité scientifique des Jéco, avait ensuite exposé les conclusions de ses recherches en économie comportementale : celles-ci pointent un excès de confiance de la part d'un grand nombre de chômeurs, et des attentes irréalistes qui les pénalisent dans leur recherche d'emploi. Ceux-ci surestiment leurs chances d'obtenir un poste qui corresponde à leurs aspirations. Oui, vous avez bien lu : les chômeurs ont trop confiance en eux.

Cette affirmation, stupéfiante pour qui a déjà subi le chômage, ne peut à première vue s'expliquer que par un manquement aux méthodes élémentaires des sciences humaines : cela signifierait que cette chercheuse a pris au pied de la lettre les déclarations des demandeurs d'emploi avec lesquels elle s'est entretenue, en oubliant que les propos d'un individu face à un inconnu sont biaisés à la fois par l'image qu'il pense devoir donner de lui-même ("je suis un bon chercheur d'emploi motivé qui ne perd pas espoir, pas un parasite qui accepte de vivre des aides sociales") et par l'auto-persuasion qu'il essaie de réaliser en se convaincant que la réussite est au bout du chemin.

Par bonheur, la responsable de l'association Solidarités Nouvelles face au chômage, Hélène Cazalis, rappellera lors de son tour de parole que le chômage est avant tout une catastrophe pour ceux qu'il frappe. Que la privation d'emploi entraîne une grave perte d'estime de soi et de capital social, dont une des conséquences fréquentes est la dépression. Elle cite l'un des sans-emploi que son association accompagne : "*Le problème avec le chômage [contrairement au travail] c'est qu'on y est tout le temps.*" En fin de journée, on ne peut pas rentrer chez soi et penser à autre chose... ni profiter réellement des moments de détente : le droit au repos, nous le savons tous, ne se gagne que par le travail. Mme Cazalis raconte ainsi comment s'entremêlent bien souvent des vécus de honte et de culpabilité, en lien avec le sentiment de n'avoir plus d'utilité sociale.

André Zylberberg réagit à cette description en concédant que certains chômeurs peuvent avoir besoin d'indulgence, ainsi que d'un accompagnement social ou psychologique. Mais c'est pour mieux les distinguer de la masse de tous ceux qu'il "*faut vite faire sortir*" du giron de Pôle Emploi. Le chômage de longue durée relèverait donc plus d'un handicap individuel, de la pathologie d'une personne inadaptée au monde du travail, que d'un problème structurel de l'économie. Le chômage, c'est la faute des chômeurs ? Apparemment oui, et la racine du mal se trouverait avant tout dans le manque d'efforts et dans les attentes excessives des demandeurs d'emploi. Ce chercheur reconnu rejoint ici la théorie économique orthodoxe, qui postule que le chômage est toujours **volontaire**. "*Il n'y a pas de pénurie d'emploi*", déclare l'un des intervenants pour enfoncer le clou. [4]

Pour cette conférence, le mot de la fin est donné de manière inattendue par un membre du public, lui-même chercheur d'emploi, qui prend la parole pour témoigner de sa condition. "Chômeur de haut niveau", comme il se définit lui-même, diplômé d'études supérieures, il revient sans rancœur sur les propos parfois stigmatisants tenus par les intervenants. Un début de dialogue s'instaure et la modératrice de la conférence confie que les organisateurs se sont posé la question, lors de la constitution de cette table-ronde, d'y inclure une personne sans emploi. Notre chômeur d'élite consent, humblement, à remédier à ce manque en nous décrivant ce qu'il vit : "*On ressent un vide énorme.*"

Le but de cet article n'est évidemment pas de rendre compte de manière exhaustive du contenu de ces trois journées de conférences, ni de répertorier l'ensemble des "perles" lâchées par les intervenants. Il s'agit plutôt de développer quelques réflexions critiques sur la pensée économique dominante, et de pointer un défaut des Jéco qui réside dans le manque de diversité des intervenants principaux. La composition de la conférence d'introduction fait apparaître ce problème de manière éclatante : sur six invités, on trouvait trois économistes ayant déclaré publiquement leur soutien à Emmanuel Macron, un haut fonctionnaire attaché au premier ministre, un cadre supérieur d'un cabinet de conseil aux entreprises et une [ex-ministre](#) du premier gouvernement Philippe.

Les Journées de l'Économie, c'est un constat, diffusent une vision de l'économie "Macron-compatible" et contribuent par ce biais à légitimer les orientations du gouvernement actuel. Cet événement dépend aussi largement, on l'a vu, du financement de grandes entreprises – ce qui pèse nécessairement sur le choix des sujets de conférences et des intervenants. L'important me paraît surtout de ne pas l'oublier, et de rester vigilant pour bien distinguer les discours qui présentent un véritable intérêt, de ceux qui relèvent platement d'une situation de conflit d'intérêts ou d'une idéologie ultralibérale.

[1] En réalité la croissance économique étasunienne s'est montrée [constante](#) pendant des dizaines d'années, avant de marquer un net ralentissement depuis le tournant des années 2000... au moment même où le nombre de brevets déposés s'accroît très fortement. Le bénéfice de ces brevets pour la croissance est donc tout sauf évident, surtout si l'on considère le vigoureux développement économique des années 60 et 70 au regard du faible nombre de brevets déposés au cours de cette période. L'innovation, on le sait, peut être un puissant facteur de croissance. Mais le nombre de brevets déposés mesure mal les véritables progrès de la technologie, il est donc peu prudent de formuler des conclusions à partir de cet indicateur.

[2] Soient deux variables A et B. Quand les deux augmentent en même temps, elle sont corrélées. Il peut alors y avoir plusieurs explications : soit l'augmentation de l'une cause l'augmentation de l'autre. Soit les deux augmentent à cause d'une autre variable, que nous pouvons appeler C. Soit, enfin, l'augmentation de A n'a pas de lien avec l'augmentation de B.

[3] Les mots "lobby" ou "lobbying" non plus, ne seront pas prononcés. Négligence remarquable de la part de ces spécialistes de l'économie, qui produisent leurs analyses sans jamais prendre en compte le fait que des groupes d'intérêts s'évertuent à infléchir l'action des pouvoirs publics pour maximiser leurs profits – alors que ces [pratiques](#) sont vastement [documentées](#) et qu'elles se font bien souvent au détriment de l'intérêt commun.

[4] Dans un exposé éclairant donné lors de cette conférence, Odile Muller, cadre de l'Unédic, nous enjoint à éviter de parler "des chômeurs" en général, tellement est grande la diversité de leurs situations. Comment, en effet, pourrait-on amalgamer cette population hétéroclite de jeunes sans qualification, de cinquantenaires ayant subi un licenciement économique, de diplômés cherchant un premier emploi, de chômeurs de longue durée et de cadres en quête d'un meilleur poste dans une autre entreprise ?